



CEIC-R-2233

10 décembre 2009 15 21 - Affaires générales - Affaires juridiques - Syndicats

Le SPGQ réclame une enquête publique sur l'industrie de la construction

QUÉBEC, le 10 déc. /CNW Telbec/ - Le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) considère que seule une enquête publique pourra faire toute la lumière sur les allégations touchant l'ensemble de l'industrie de la construction et sur les troublantes révélations concernant l'octroi des contrats publics. Par conséquent, le Conseil syndical du SPGQ, réuni à Montréal les 10 et 11 décembre 2009, a adopté une proposition visant à inviter tous ses membres à signer la pétition qui est présentement en ligne sur le site de l'Assemblée nationale afin d'éviter que le gouvernement ne profite de la période des Fêtes pour glisser cet épineux dossier sous le tapis.

En effet, le refus du gouvernement Charest de donner suite à ce que de plus en plus de citoyens et de citoyennes réclament à grands cris relève d'un entêtement injustifié. "Il s'agit d'une attitude qui vient miner la confiance de la population envers nos institutions démocratiques et semer le doute sur leur intégrité. Or, cette intégrité est au cœur même de ce qui fonde notre état de droit. Un ver s'est logé dans la pomme. Il faut l'en extirper en mettant au grand jour les malversations et les magouilles de toutes sortes qui ont été érigées en système par les amis du pouvoir", a déclaré le président du SPGQ, M. Gilles Dussault.

Par ailleurs, dans le cadre des consultations sur le projet de loi 65 sur Infrastructure Québec, le SPGQ a présenté un mémoire devant la Commission des finances publiques dans lequel il a mis de l'avant des solutions aux problèmes résultant du recours accru au secteur privé pour la réalisation des infrastructures du Québec. L'une de ces solutions consiste à introduire une nouvelle façon de réaliser les projets majeurs : le mode public.

Le mode public permettrait au gouvernement d'économiser des milliards de dollars en empêchant que le coût des travaux ne grimpe de façon artificielle, voire criminelle. Qui plus est, l'établissement d'un mode public permettrait de donner le signal que les manipulations en coulisses et les manœuvres douteuses ne sont plus possibles puisque le gouvernement, disposant d'une évaluation objective, serait dorénavant en mesure de fixer un seuil financier réaliste et raisonnable, au-delà duquel les dépassements de coûts ne seraient pas admis.

Alors que le gouvernement se dit être en déficit et songer à des hausses de tarification ou à des coupures de service pour résoudre sa situation budgétaire, il est odieux qu'il ne veuille pas faire toute la lumière sur cette source faramineuse de gaspillage que sont la collusion et la corruption qui affligent la réalisation des infrastructures au Québec.

Le SPGQ est le plus grand syndicat de professionnelles et professionnels du Québec. Il représente près de 22 000 personnes, dont plus de 18 000 de la fonction publique et plus de 3000 provenant des sociétés d'État, des réseaux de l'éducation et de la santé du Québec, rattachées à 37 unités de négociation.

Renseignements: Ginette Poirier, conseillère à l'information, [REDACTED] [REDACTED] (cell.)

URL raccourcie <http://cnw.ca/GQjX>

PROFIL DE L'ORGANISATION

Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ)



[Consultez le site Web](#)

[Ménage dans les technologies de l'information au gouvernement - Un pa...](#)

[Rapport Godbout - Des mesures régressives qui frapperaient de plein f...](#)

[Ménage informatique du ministre Coiteux - Une excellente idée, mais i...](#)

[Renseignements sur cette organisation](#)